

Au-delà de l'élection :

Un cahier de transition pour le prochain ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Le 20 septembre, les Canadiens auront l'occasion de tracer la voie pour les quatre prochaines années, généralement, de politique gouvernementale. Cette élection, comme la plupart des autres, a été faible en contenu de politique agroalimentaire. Les programmes électoraux contiennent quelques engagements agroalimentaires, mais le bureau du prochain Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sera couvert de dossiers politiques aussi variés et complexes que l'est le système agroalimentaire lui-même, dont beaucoup n'ont pas été mentionnés pendant la campagne.

Pour combler le fossé entre les platitudes des campagnes électorales et les réalités de la gouvernance, les départements gouvernementaux préparent des **cahiers de transition** qui plongent dans les questions que le ministre doit gérer. L'équipe des directeurs et du personnel de l'Institut canadien des politiques agro-alimentaires (ICPA) s'est réunie pour offrir un aperçu supplémentaire au prochain ministre de l'Agriculture par le biais d'une édition spéciale de notre bulletin que nous appelons notre version du cartable de transition du ministre.

L'ICPA considère que les divers dossiers politiques auxquels le ministre devra faire face sont liés par le besoin critique d'un système agroalimentaire plus résilient qui produit plus et mieux, de façon durable et rentable, pour répondre aux besoins et aux désirs croissants des consommateurs au Canada et dans le monde.

Lors du récent **Forum des grandes solutions de l'ICPA**, nous avons décrit le **contexte mondial dynamique** dans lequel le système agroalimentaire canadien tente de répondre à ce besoin critique. L'ICPA a également proposé **quatre actions clés** qui sont nécessaires pour répondre à ce besoin : des approches systémiques, une réflexion stratégique, des partenariats public-privé et un leadership ambitieux.

Ce contexte et ces actions sont de bons points de départ pour le prochain ministre et peuvent servir d'introduction à notre classeur de transition. Cliquez sur les articles énumérés à droite et vous pourrez approfondir l'exploration de certaines des questions pressantes auxquelles l'agriculture canadienne est confrontée aujourd'hui.

Commencez par une lettre écrite par Kim McConnell, puis explorez des sujets allant de l'agriculture cellulaire aux défis auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs, et plus encore. Nous espérons que ces perspectives personnelles vous inciteront à réfléchir davantage aux questions qui se retrouveront, ou devraient se retrouver, sur le bureau du prochain ministre de l'Agriculture.

Articles vedettes

Industrie agroalimentaire : Un portefeuille de « super-ministres »

Kim McConnell

De la nécessité d'adopter une nouvelle approche pour assurer la prospérité future du secteur agroalimentaire canadien en réponse aux temps changeants

John Weekes

Santé animale Canada : une occasion à saisir

Rory McAlpine

À surveiller : l'agriculture cellulaire

Deb Stark

Les défis auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs du Canada

Julie Bissonnette

Comprendre le contexte évolutif de la politique agroalimentaire canadienne

Al Mussell

Accroître le soutien à l'amélioration de la productivité

Margaret Zafiriou



Industrie agroalimentaire : Un portefeuille de « super-ministres »

Kim McConnell, membre du conseil de l'ICPA

Une lettre au prochain Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Félicitations, Monsieur ou Madame le ministre. À la suite à votre nomination au Cabinet, vous assumez un poste de direction qui n'est plus considéré comme un ministère de second rang; vous dirigez un portefeuille de premier plan digne d'un siège aux premières loges et d'un lien aussi interdisciplinaire que le ministre des Finances.

Vous êtes ministre du système alimentaire du Canada - un système fondamental pour tous les Canadiens, et un fournisseur d'ingrédients sur lequel comptent bon nombre de citoyens du monde pour fournir des aliments sains, de qualité et abordables. Les aliments n'ont jamais été aussi importants, et les consommateurs n'ont jamais été aussi intéressés par leur provenance ou la façon dont ils sont produits et distribués.

Votre portefeuille et l'industrie que vous défendez jouent un rôle essentiel dans le succès d'un bon nombre d'autres ministères, dont ceux de l'Environnement, de la Santé, du Développement économique, du Commerce, des Affaires mondiales et du Trésor. Vous dirigez un « super ministère » sur lequel les Canadiens comptent pour créer des emplois, des investissements et du développement économique, et vous jouez un rôle de premier plan dans les changements climatiques et le captage du carbone.

Vous dirigez un « super ministère » sur lequel les Canadiens comptent pour créer des emplois, des investissements et du développement économique, et vous jouez un rôle de premier plan dans les changements climatiques et le captage du carbone.



Vous avez été choisi pour diriger cet important ministère parce que vous comprenez l'industrie agroalimentaire et sa contribution au Canada et qu'elle vous passionne. Vous comprenez que les systèmes agroalimentaires sont importants pour le Canada et constituent le plus grand système économique au monde, mesuré en fonction d'emploi, de moyens de subsistance et d'incidence planétaire.

Vous comprenez l'importance de la sécurité alimentaire et de l'abordabilité des aliments. Vous reconnaissez que, même si nous sommes un pays qui produit au-delà de ses besoins en matière de consommation et qui est un grand exportateur d'ingrédients alimentaires, vous savez aussi que le Canada importe des quantités importantes d'aliments qui pourraient être produits et transformés ici, au pays, contribuant à créer des emplois pour les Canadiens et à réduire notre dépendance à l'égard des autres.

Industrie agroalimentaire : Un portefeuille de « super-ministres »

Kim McConnell, membre du conseil de l'ICPA

Vous êtes conscients de l'abondance des ressources naturelles de notre pays et du rôle important que joue l'industrie agricole dans la protection de ces ressources, y compris l'eau, la terre, l'air et la faune.

Vous savez que la sécheresse de cet été dans l'ouest de l'Amérique du Nord, qui a des conséquences sur le bien-être économique, la sécurité alimentaire et la durabilité de l'environnement, contribue à mettre l'accent sur la « Politique alimentaire pour le Canada » et à la mettre en valeur.

Vous respectez le rôle stratégique que l'abondance alimentaire et les normes d'excellence du Canada

peuvent jouer dans la position de notre pays sur la scène internationale.

Vous comprenez l'importance d'équilibrer le mandat d'ECCC de réduire le carbone sans réduire la production alimentaire. Vous respectez la responsabilité que notre système agroalimentaire peut jouer dans la réduction des déchets. Et vous êtes passionné par le rôle de « gagne-pain » que le système agroalimentaire du Canada peut jouer pour bâtir une économie rurale et alimentaire forte et dynamique.

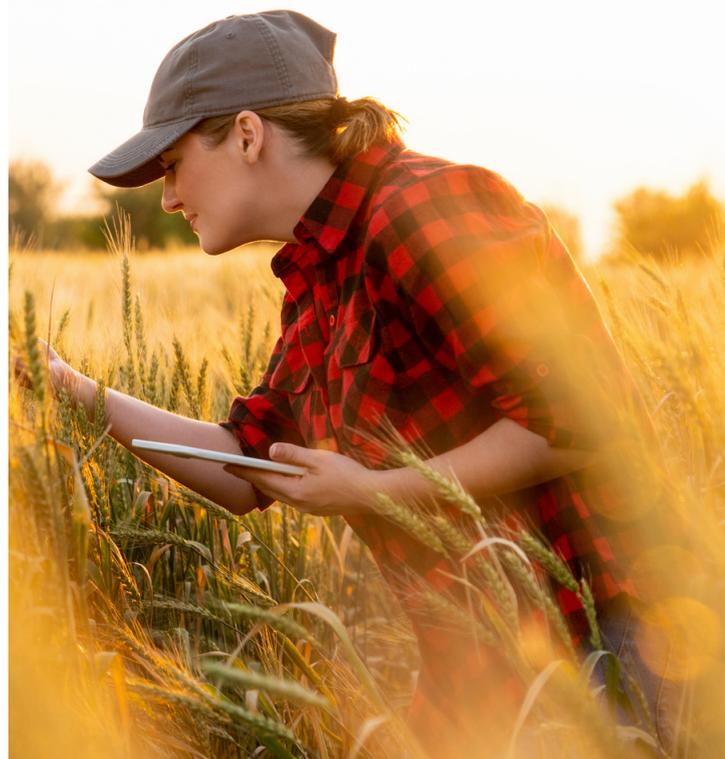


Vous avez été choisi pour vos compétences en leadership qui peuvent unir les provinces, l'industrie, le milieu universitaire et les ONG partenaires dans un large éventail de disciplines, y compris les politiques, l'entrepreneuriat et la culture. Et vous avez été choisi parce que vous êtes respecté par le premier ministre, vos pairs ministres et le ministère des professionnels que vous dirigez.

Monsieur ou Madame le ministre, nous vous félicitons de cette nomination à titre de « super ministre ». Nous sommes heureux d'avoir l'occasion de travailler avec vous et votre équipe à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan stratégique qui fait progresser le système alimentaire du Canada et notre pays.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments distingués

Kim McConnell, CM





De la nécessité d'adopter une nouvelle approche pour assurer la prospérité future du secteur agroalimentaire canadien en réponse aux temps changeants

John Weekes, membre du conseil de l'ICPA

Alors que les répercussions des changements climatiques pèsent de plus en plus lourd sur la production alimentaire partout dans le monde, il est clair qu'il sera de plus en plus difficile de fournir un approvisionnement alimentaire adéquat à une population mondiale croissante. Pour s'attaquer à ce problème, le prochain gouvernement canadien devrait établir un plan stratégique mettant à l'avant-plan le secteur canadien de l'agriculture. De nombreuses possibilités s'offrent aux producteurs canadiens pour ce qui est d'augmenter leur production de façon durable sur le plan environnemental. Toutefois, pour y arriver, il faudra modifier le cadre juridique, y compris les règles du commerce international. L'agriculture est un important secteur pour la croissance économique du Canada dans le contexte de la reprise après la pandémie de COVID19. En effet, les recherches de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA) ont révélé qu'en Ontario, l'industrie agroalimentaire représente une plus grande part de l'économie que l'industrie de la fabrication de matériel de transport.

Comment peut-on accroître la production alimentaire mondiale de façon durable sur le plan environnemental? On constate rapidement que très peu de pays sont des exportateurs nets de produits agricoles. Ceux-ci se trouvent dans le Nouveau Monde : le Canada, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili et le Brésil, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'Union européenne (UE) et les États-Unis sont d'importants exportateurs de produits particuliers, mais ils sont aussi d'importants importateurs de produits alimentaires. De toute évidence, ils ne peuvent pas résoudre à eux seuls le problème de la pénurie alimentaire mondiale. De plus, ils réalisent une grande partie de leur production excédentaire en puisant dans leur capital naturel, par exemple en vidant les aquifères non renouvelables pour irriguer les cultures dans les zones sèches. Une fois que cette eau aura disparu, la production agricole qu'elle a soutenue disparaîtra aussi.

L'obtention d'un accès efficace aux marchés étrangers pour y distribuer les produits alimentaires et agricoles du Canada a toujours été une priorité pour les négociateurs commerciaux canadiens, mais cela n'est pas une tâche facile. Bien que le Canada ait conclu un nombre impressionnant d'accords de libre-échange, les exportateurs dénoncent le fait que, dans de nombreux marchés, divers obstacles continuent de nuire à nos exportations. Par exemple, de nombreux fournisseurs canadiens qui exportent de la viande à l'UE estiment que leur accès tarifaire préférentiel apparent est limité par les règlements de cette dernière qui, selon eux, sont inutilement contraignants. Ce qui nuit davantage aux producteurs canadiens, ce sont les importantes subventions qui ont un effet de distorsion sur la production sur les principaux marchés des produits agricoles canadiens dans les pays dominants sur la scène politique, notamment les États-Unis, les pays de l'UE, la Chine et l'Inde. Le futur programme commercial du Canada devrait tenir compte de ces préoccupations que partagent d'autres exportateurs nets de produits alimentaires.

De nombreuses possibilités s'offrent aux producteurs canadiens pour ce qui est d'augmenter leur production de façon durable sur le plan environnemental. Toutefois, pour y arriver, il faudra modifier le cadre juridique, y compris les règles du commerce international.

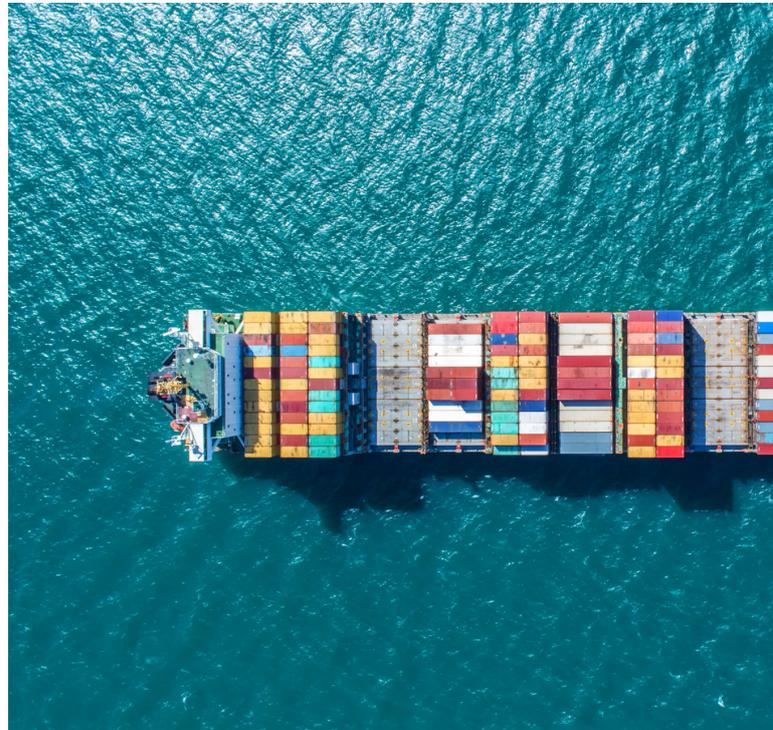
De la nécessité d'adopter une nouvelle approche

John Weekes, membre du conseil de l'ICPA

Les producteurs agricoles des pays les plus peuplés ont beaucoup d'influence politique, mais ces pays ne dépendent pas de l'agriculture pour leur subsistance économique. Ces pays détiennent aussi beaucoup de pouvoir dans les affaires internationales, y compris dans les négociations commerciales. À la table du Sommet du G7, le Canada est le seul pays exportateur net d'aliments, ce qui rend difficile l'obtention d'un nouveau consensus sur la réforme des règles du commerce agricole avec nos partenaires traditionnels.

Le Canada devrait s'adresser stratégiquement à d'autres pays exportateurs de produits alimentaires pour étudier avec eux la façon de négocier de manière efficace afin d'établir des règles qui permettront à ces pays d'obtenir des revenus justes et stables pour leurs produits agricoles. Il est essentiel de veiller à ce que les règles entourant le commerce international favorisent les bons signaux de prix pour encourager la production d'aliments d'une manière durable sur le plan environnemental. Il ne s'agit pas d'un objectif inatteignable, mais il nécessitera un leadership politique, beaucoup de travail technique et une explication aux autres pays de la nécessité de cette approche pour nourrir le monde de façon durable.

Avec le bon leadership politique, le Canada pourrait prendre l'initiative de créer un nouveau groupe consacré au double objectif d'éliminer les obstacles restants au commerce agricole et de veiller à ce que les efforts visant à nourrir le monde se fassent d'une manière durable sur le plan environnemental.



Le Groupe de Cairns, qui réunit des pays exportateurs de produits agricoles, a joué un rôle de premier plan dans la réforme du commerce agricole au cours des négociations commerciales du Cycle d'Uruguay qui ont mené à la création de l'Organisation mondiale du commerce. Grâce à son leadership politique et à son analyse technique, l'Australie a été la force motrice à l'origine de la création de ce groupe, avec un solide appui du Canada et d'autres pays. Avec le bon leadership politique, le Canada pourrait prendre l'initiative de créer un nouveau groupe consacré au double objectif d'éliminer les obstacles restants au commerce agricole et de veiller à ce que les efforts visant à nourrir le monde se fassent d'une manière durable sur le plan environnemental.

À l'ère postpandémique, il devient de plus en plus évident que les plus grands défis mondiaux nécessiteront une coopération internationale. En prenant l'initiative maintenant, le Canada peut jouer un rôle déterminant dans l'établissement des assises du succès.



Santé animale Canada : une occasion à saisir

Rory McAlpine, membre du conseil de l'ICPA

Les temps sont durs pour les industries de l'élevage du Canada. Qu'il s'agisse de la pénurie d'aliments pour les animaux découlant de la sécheresse dans l'Ouest, du retrait arbitraire de nombreuses approbations d'exportation de porc et de bœuf par la Chine ou de la transition des consommateurs vers les substituts de viande et de produits laitiers, il est difficile d'être optimiste.

En revanche, la demande mondiale de protéines animales continue de croître. À ce chapitre, peu de pays profitent du statut d'exportateur net du Canada en viandes rouges produites de manière durable et, que vous les aimiez ou non, nos systèmes de gestion de l'offre dans les secteurs des produits laitiers et de la volaille font l'envie des agriculteurs de nombreux autres pays.

Toutefois, malgré tout cela, il existe un risque croissant pour nos industries animales, qui pourrait rapidement reléguer au second plan les grands enjeux des perturbations associées aux changements climatiques, des marchés et des régimes alimentaires. La menace vient des maladies animales exotiques entraînant la fermeture de la frontière et du système de prévention, de préparation, d'intervention et de rétablissement lent et fragmenté du Canada. Les défis de la gestion de Covid-19 ont beaucoup à nous apprendre.

Au cours de ma carrière, le Canada a survécu à de nombreuses situations de crise et à des « quasi-accidents » touchant de nombreuses espèces et entraînant d'énormes pertes financières. La plus grande menace de maladie infectieuse d'origine animale à laquelle nous sommes actuellement confrontés est la peste porcine africaine. Après avoir détruit la moitié du cheptel de porcs de la Chine de 2018 à 2020, la maladie continue de se propager à l'échelle mondiale; elle est arrivée en République dominicaine il y a deux mois. Une éclosion au Canada mettrait fin du jour au lendemain à des exportations de porcs d'une valeur de 5 milliards de dollars. Plus discrète, comme l'a souligné la recherche de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), la maladie débilitante chronique qui touche les cervidés sauvages et d'élevage constitue un risque réel pour le commerce des produits agricoles et la sécurité alimentaire dans les collectivités du Nord, et présente un potentiel de transmission aux humains.

Par ailleurs, tout au long de ma carrière, j'ai vu les efforts visant à améliorer la préparation organisationnelle se multiplier. De la formation du Comité consultatif canadien sur la santé des animaux dans les années 1970 à l'approbation de la Stratégie sur la santé des végétaux et des animaux par les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) de l'Agriculture en 2017, nous n'avons pas manqué de nouvelles stratégies et coalitions, ni de nouveaux réseaux d'information, programmes et outils. Cependant, d'année en année, alors que les gouvernements mènent des consultations sur d'énormes changements systémiques et que l'industrie exerce des pressions pour obtenir de l'aide dans la foulée de chaque crise découlant d'une maladie, les stratégies « réactives » (accent mis sur le pluriel) demeurent en grande partie les mêmes.

Santé animale Canada : une occasion à saisir

Rory McAlpine, membre du conseil de l'ICPA

Nous devons faire mieux. Pour assurer la survie de notre chaîne d'approvisionnement qui dépend en grande partie des exportations, qui génère la moitié du revenu agricole canadien et qui crée 200 000 emplois au Canada, nous ne pouvons épargner aucun effort. Plus précisément, nous devons nous concentrer de toute urgence sur les solutions fondées sur l'approche « Une seule santé » étant donné que la plupart des maladies infectieuses émergentes, comme la COVID19, sont transmissibles entre les animaux et les humains. Nous devons écouter plus attentivement les vétérinaires et épidémiologistes émérites du pays qui travaillent au gouvernement, en milieu universitaire et dans le secteur privé.

C'est pourquoi, en novembre 2018, quatorze dirigeants des associations nationales canadiennes de bétail, de produits laitiers et de la volaille, ainsi que les chefs de la direction des principaux transformateurs de viande et de produits laitiers, ont écrit une lettre aux ministres FPT comprenant la déclaration audacieuse suivante : « En tant que chefs de file de l'industrie, nous croyons qu'un avenir meilleur repose sur un nouveau modèle de gouvernance nationale qui [...] amènerait l'industrie, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à participer à un partenariat de prise de décisions et de partage des ressources, théoriquement appelé "Santé animale Canada" (SAC). »

Depuis, sous l'égide du Conseil national sur la santé et le bien-être des animaux d'élevage du Canada (CNSBEAE), et avec l'appui d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et de nombreux ministères provinciaux de l'Agriculture, un groupe de travail, appuyé par un groupe de champions des chefs de la direction, s'est consacré à la création de SAC. Lorsqu'un nouveau ministre ou une nouvelle ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire entrera en fonction, la première étape de la transition du CNSBEAE à SAC devrait être en cours.

Toutefois, l'objectif final est un véritable « partenariat public-privé », lequel nécessitera un leadership politique, tant à l'échelle nationale que provinciale. Nous avons de nombreux exemples de ce à quoi pourrait ressembler un partenariat plus solide, de l'organisme Animal Health Australia à l'organisation néo-zélandaise unique de protection des végétaux et des animaux appelée Biosecurity New Zealand. Ici, au Canada, il a fallu le scandale du sang contaminé et la Commission d'enquête Krever pour régler la question de la gouvernance de la sécurité du sang par la création de la Société canadienne du sang en 1998. Il a fallu l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) pour créer l'Agence de la santé publique du Canada.

L'objectif est de reconnaître nos lacunes pangouvernementales - en matière de normes de biosécurité, de traçabilité des animaux, de surveillance intégrée, d'échange de données, de recherche et d'approvisionnement en vaccins, de gestion des maladies de la faune, d'intervention d'urgence, de zonage des éclosions, d'assurance-mortalité et de programmes de rétablissement - et de résister à la tentation d'une « amélioration » plus graduelle et cloisonnée. Sans compromettre de quelque façon que ce soit le rôle international de l'ACIA en tant qu'« autorité compétente » du Canada en matière de santé animale, nous devons rationaliser le paysage organisationnel et miser sur un modèle de gouvernance suffisamment autonome pour transformer notre méthode de travail, en mettant l'accent sur la prévention des maladies. Comme l'illustre la pandémie de COVID19, la gestion de la réponse aux maladies est très difficile dans un pays vaste, diversifié et complexe comme le nôtre. Mais les agents pathogènes, les virus, les prions et les parasites qui circulent dans le monde ne s'en soucient guère, tout comme nos partenaires commerciaux, si le moindre porc canadien, d'élevage ou sauvage, est infecté par la peste porcine africaine. Santé animale Canada est une innovation audacieuse dont le nouveau gouvernement et le nouveau ministre ou la nouvelle ministre ont grand besoin, et une occasion de créer un héritage.



À surveiller : l'agriculture cellulaire

Deb Stark, membre du conseil
de l'ICPA

L'agriculture a toujours été sujette aux perturbations, mais le niveau de changement actuel est sans précédent. De la robotique aux ampoules DEL à spectre spécifique, en passant par l'intelligence artificielle, il est presque impossible de prédire la suite.

L'agriculture cellulaire est un domaine qui figure sur la liste de surveillance de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA). L'agriculture cellulaire est un domaine qui évolue rapidement et il n'y a pas de définition ou de terminologie universellement convenue. Aux fins du présent article, l'auteur inclut à la fois le processus de culture des cellules animales dans un laboratoire pour créer de la viande ou des fruits de mer, et la modification d'organismes simples comme la levure et les algues pour créer des produits comme les protéines de lait ou d'œufs (parfois appelée fermentation de précision).

Les possibilités mondiales sont énormes. La demande mondiale de protéines est à la hausse et les défenseurs soutiennent qu'il est possible que des protéines de remplacement assurent 10 à 20 % des marchés de la viande et des produits laitiers au cours des 20 prochaines années. Ils soutiennent également que la technologie est transformatrice et qu'elle aura des effets positifs sur l'environnement, la société et le bien-être des animaux.

**Les ministres de l'Agriculture devraient
encourager ces nouvelles technologies tout en
travaillant avec le système agroalimentaire actuel**

La transformation est en cours. Perfect Day vend des produits laitiers dérivés de levure partout aux États-Unis. L'année dernière, Sophie's Bionutrients a dévoilé le premier burger au monde fait à partir de microalgues. Les entreprises canadiennes comprennent Appleton Meats (Colombie-Britannique), Because Animals (Ontario) et Future Fields (Alberta). Des sociétés de capital-risque, des caisses de retraite et des entreprises alimentaires traditionnelles investissent dans ces entreprises en démarrage.

Il pourrait être tentant pour un nouveau ministre de l'Agriculture de laisser ce dossier entre les mains du ministère du Développement économique. Après tout, l'agriculture cellulaire se produit dans les cuves en acier inoxydable, et non sur la terre ferme ou dans le poulailler. Ces entreprises sont dirigées par des ingénieurs en protéines et des experts en fermentation, et non par des agriculteurs ou des conditionneurs de viande. Les besoins du secteur sont semblables aux autres - capital, talent, infrastructure d'expansion.

Ce serait une erreur. Les ministres de l'Agriculture devraient encourager ces nouvelles technologies tout en travaillant avec le système agroalimentaire actuel, et ce, pour plusieurs raisons. En voici trois.

À surveiller : l'agriculture cellulaire

Deb Stark, membre du conseil de l'ICPA



Premièrement, le Canada a depuis longtemps pour objectif de réduire sa dépendance à l'égard des produits de base et d'exporter davantage de produits alimentaires de plus grande valeur. Les matières premières de base de l'agriculture cellulaire comprennent les protéines et les sucres, des produits que le système canadien actuel est bien équipé pour assurer l'approvisionnement. Mis à part les exportations, le renforcement de la diversité dans le système alimentaire canadien contribue à renforcer la résilience, ce que la COVID nous a appris à apprécier.

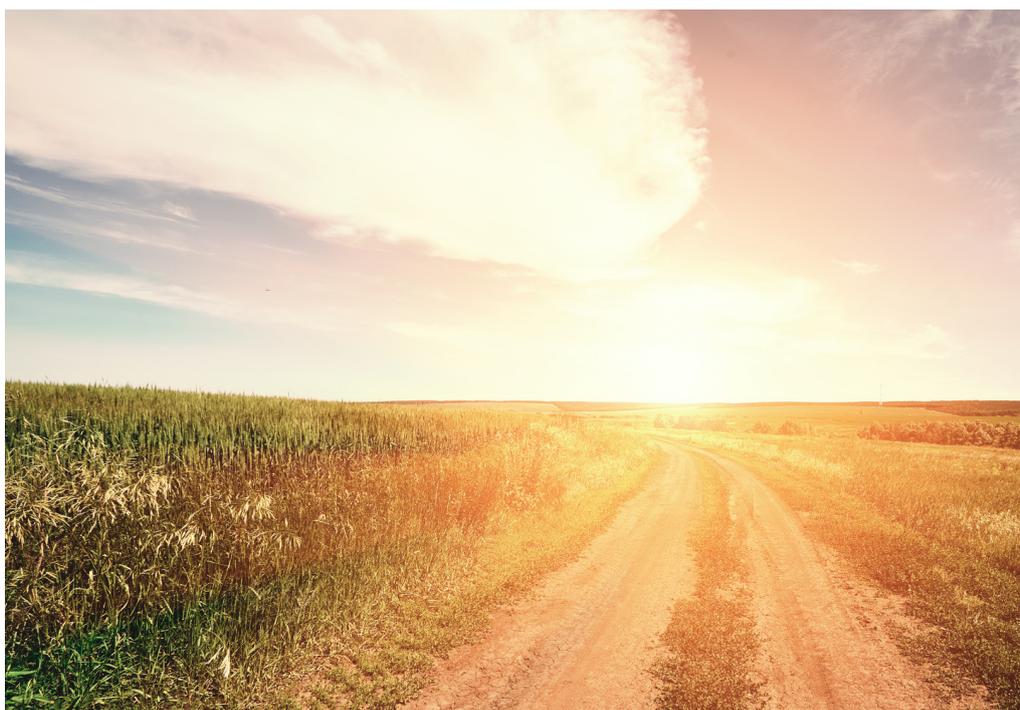
Les ministères de l'Agriculture sont bien placés pour aider à éliminer les risques associés à cette technologie et l'intégrer au système alimentaire du Canada. L'agriculture cellulaire est ce que tout nouveau ministre de l'Agriculture doit surveiller.

Deuxièmement, l'agriculture cellulaire perturbera les productions animales existantes. La perturbation sera mondiale, mais il y aura des répercussions propres au Canada. Les produits laitiers et les œufs seront probablement parmi les premiers produits à arriver sur le marché, deux secteurs soumis à la gestion de l'offre qui ne peuvent pas facilement remplacer la part de marché perdue. Comment pouvons-nous minimiser les répercussions sur les collectivités? Sur d'autres entreprises qui dépendaient des sous-produits provenant des méthodes de production traditionnelles? Ces questions se retrouveront sur le bureau du ministre de l'Agriculture.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, cette nouvelle technologie doit être introduite judicieusement si nous voulons en tirer pleinement profit. Il y a des questions sur l'acceptation par le consommateur. Au sujet de son rôle dans la réduction de l'insécurité alimentaire. Nous devons comprendre toute la gamme des répercussions environnementales. Il faut élaborer des voies réglementaires.

Nous devons tirer des leçons du passé. Les aliments sont complexes et en constante évolution. Il y a beaucoup plus que l'économie, le goût et la nutrition à prendre en compte. Le fait de ne pas tenir compte des facteurs sociaux, culturels, politiques et environnementaux peut entraîner des revers importants.

Les ministères de l'Agriculture sont bien placés pour aider à éliminer les risques associés à cette technologie et l'intégrer au système alimentaire du Canada. L'agriculture cellulaire est ce que tout nouveau ministre de l'Agriculture doit surveiller.





Les défis auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs du Canada

Julie Bissonnette, membre du conseil de l'ICPA



L'alimentation d'une société est son identité. Qui dit alimentation dit agriculture. Qui dit agriculture dit agriculteur(trice). Ceux qui travaillent avec la terre et avec les animaux sont primordiaux pour notre société. Ce sont eux qui sont à la base de l'agroalimentaire et qui contribue à nourrir la société, tout en produisant des aliments de qualité. En 2021, les défis sont nombreux, et encore plus pour ceux qui veulent faire de l'agriculture leur métier. Que l'on pense aux changements climatiques et à l'environnement, aux aléas des marchés, à l'accès aux actifs et aux technologies, à la main-d'œuvre, les jeunes agriculteurs auront à faire face à de nombreux défis au cours des prochaines années. Le gouvernement aura donc un rôle à jouer afin de les accompagner à surmonter ces obstacles.

Que l'on pense aux changements climatiques et à l'environnement, aux aléas des marchés, à l'accès aux actifs et aux technologies, à la main-d'œuvre, les jeunes agriculteurs auront à faire face à de nombreux défis au cours des prochaines années.

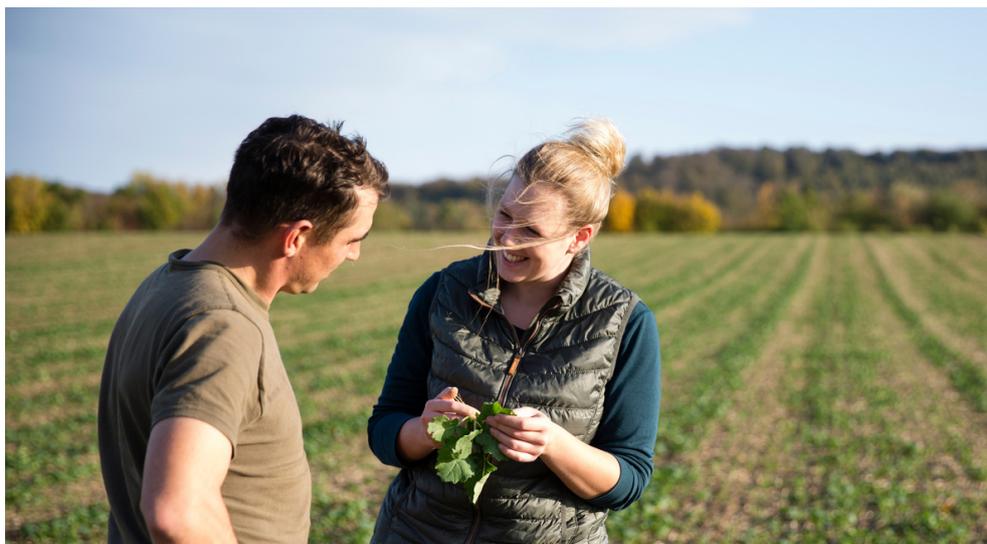
Tout d'abord, l'été 2021 à travers le Canada est une démonstration de ce à quoi l'on peut s'attendre des changements climatiques. Les extrêmes de température ainsi que les sécheresses démontrent à quel point l'agriculture est touchée directement par la météo. Les agriculteurs auront besoin de différentes alternatives afin d'être capables d'alimenter leur troupeau et de les abreuver. La recherche et développement dans ce secteur est bienvenue. La gestion de l'eau, les nouvelles variétés de cultivars, des nouvelles technologies et des pratiques de faire, devront être à l'étude. Un agriculteur seul chez lui n'y arrivera pas. C'est plutôt de concert avec le gouvernement que nous allons pouvoir travailler ensemble afin de trouver des solutions concrètes qui répondent à nos besoins actuels et futurs. C'est aussi vrai pour l'agroenvironnement. L'agriculture est une des solutions pour contrer les gaz à effet de serres. Ensemble, nous pouvons trouver des pistes pour travailler dans le même sens.

Ensuite, le taux d'endettement des entreprises agricoles augmente depuis les dernières années. Pour les jeunes agriculteurs, leur tolérance aux risques est plus faible, étant donné que l'endettement est souvent plus élevé, car l'entreprise est soit en démarrage, soit en transfert. C'est pourquoi ils doivent être accompagnés par le gouvernement pour faire face aux risques. Que ce soit les ententes commerciales qui viendront impacter leur revenu, la maladie dans leur troupeau, les conditions météorologiques, les marchés boursiers, etc., les risques de diminution de revenus sont grands et nous n'avons aucun contrôle là-dessus. Nous devons donc avoir l'assurance de ne pas dépendre de ces menaces. Aussi, le gouvernement doit s'assurer de protéger son agriculture lors des négociations des ententes commerciales.

Les défis auxquels sont confrontés les jeunes agriculteurs du Canada

Julie Bissonnette, membre du conseil de l'ICPA

L'accès aux actifs et aux technologies sont coûteux, mais nécessaire pour les entreprises. Si l'on pense aux terres agricoles, aux machineries, aux intrants, tout est dispendieux. Les jeunes agriculteurs, en ayant des entreprises avec plus d'endettements, ont souvent des problèmes de liquidités. Tout ce qui peut être rabais relève, bonification de pourcentage dans les programmes, rabais sur les taux d'intérêts et les paiements, seront les bienvenues.



La population canadienne a besoin de son agriculture pour se nourrir, tout comme l'agriculteur a besoin de son gouvernement pour l'accompagner. Au Canada, nous sommes choyés que plusieurs jeunes sont intéressés par l'agriculture. Par contre, ces jeunes doivent être outiller correctement afin de faire de leur projet de vie une réussite.

De plus, le manque de main-d'œuvre se fait ressentir en agriculture aussi. En ayant des tâches plus saisonnières ainsi que manuelles, les employés sont essentiels aux entreprises. La main-d'œuvre étrangère comble ce besoin. Pour les prochaines années, elle se doit d'être facile d'accès, tout en respectant les documents requis et nous devons avoir la certitude que les employés seront disponibles lorsque nécessaire.

Pour conclure, la population canadienne a besoin de son agriculture pour se nourrir, tout comme l'agriculteur a besoin de son gouvernement pour l'accompagner. Au Canada, nous sommes choyés que plusieurs jeunes sont intéressés par l'agriculture. Par contre, ces jeunes doivent être outiller correctement afin de faire de leur projet de vie une réussite. Ils sont des gens passionnés par leur métier. Ils cultivent leurs terres et prennent soin de leurs animaux avec grand soin et amour. Il s'agit d'un mode de vie qui nous permet de nous épanouir et de vivre de notre passion chaque jour. Tel qu'expliqué, plusieurs risques hors de notre contrôle peuvent nuire directement à l'entreprise. Plus le gouvernement sera là adéquatement à nos côtés, plus ce sera simple et agréable.



Comprendre le contexte évolutif de la politique agroalimentaire canadienne

Al Mussell, Coordinateur de recherche de l'ICPA



La situation stratégique qui touche le secteur agroalimentaire au Canada évolue sur plusieurs fronts. Ces changements contextuels ont une incidence sur ce qui peut être réalisé au moyen de politiques agroalimentaires particulières. Par exemple, dans un environnement où l'incertitude et la volatilité des conditions météorologiques, des prix à la ferme, de l'accès aux marchés et du soutien interne sont relativement moindres ailleurs, un ensemble particulier de programmes de gestion des risques d'entreprise et de soutien peut assurer des revenus agricoles à l'intérieur d'une fourchette donnée par rapport à une référence historique. Inversement, si un ou plusieurs des éléments qui forment ce contexte changent sensiblement ou deviennent plus incertains, la capacité de cet ensemble de programmes à sécuriser la même fourchette est compromise.

Les progrès et l'adoption accrue de nouvelles technologies agricoles peuvent atténuer les effets de certains de ces changements, mais si les changements dans les conditions du marché et la politique nationale/étrangère sont suffisamment marqués, ou si l'adoption de la technologie est inégale, ils forceront la réévaluation d'éléments importants de la politique agricole canadienne.

De nos jours, l'évolution des conditions ne semble pas marginale. La sécheresse étouffante dans l'Ouest canadien semble être le symptôme de conditions météorologiques de plus en plus variables à l'échelle mondiale, avec des sécheresses régionales simultanées et une humidité excessive - dans certains cas, des inondations dévastatrices - dans les régions adjacentes du monde. Les maladies animales telles que la peste porcine africaine, ou celles qui menacent d'être potentiellement transmissibles à l'homme ont une incidence plus importante sur la sécurité alimentaire des pays, avec la volatilité potentielle des marchés que nous avons observée récemment. En partie à cause de ces deux pressions, les marchés agricoles sont devenus de plus en plus volatils, mais la situation a atteint un degré plus élevé. Comme certains pays ont été ébranlés par des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, ils se sont lancés dans des achats anticipés, des interdictions d'exportation et des pratiques d'accumulation de nourriture observées pendant la pandémie, mais qui semblent s'étendre au-delà. D'autres pays ont décidé d'utiliser la politique alimentaire comme une arme, en ouvrant et en fermant de manière irrégulière l'accès aux marchés et en utilisant des obstacles techniques et autres au commerce, apparemment dans le but d'obtenir de meilleures conditions de commerce pour eux-mêmes. Ailleurs, les paiements dans le cadre de programmes agricoles sont en forte hausse, l'héritage de la pandémie, des guerres commerciales et d'autres facteurs qui constituent maintenant des précédents difficiles à renverser. Des institutions multilatérales, notamment l'Organisation mondiale du commerce, ont du mal à réprimer ce comportement.



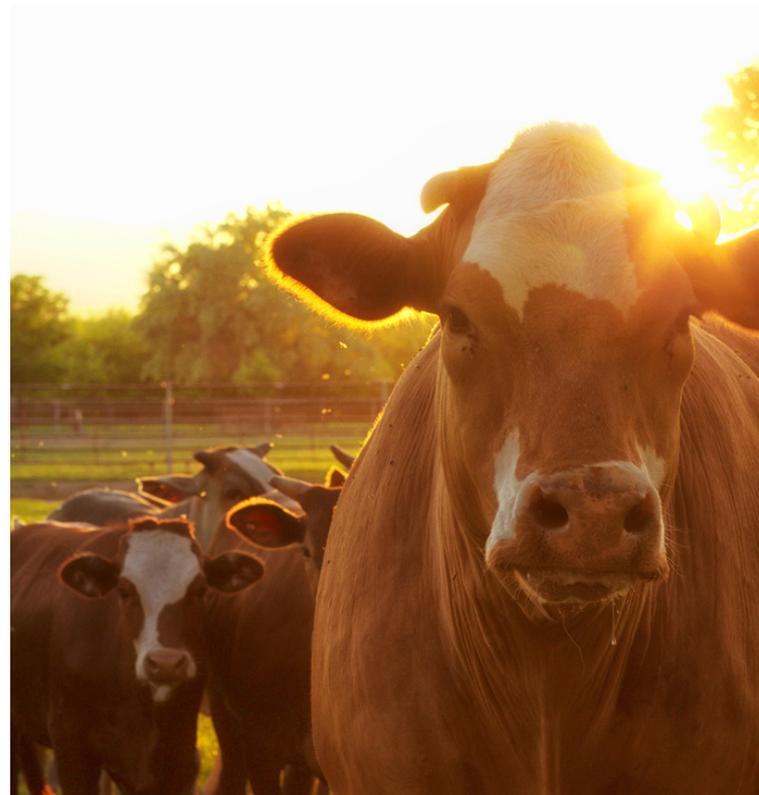
Comprendre le contexte évolutif

Al Mussell, Coordinateur de recherche de l'ICPA

On comprend de plus en plus que les conditions climatiques et environnementales changeantes et plus difficiles ont été influencées par l'activité humaine passée, y compris les pratiques agricoles. De même, les pratiques agricoles peuvent jouer un rôle réparateur et évolutif dans le climat et l'environnement, mais c'est extrêmement complexe – avec des relations qui ne sont que partiellement comprises, et des seuils inconnus. En même temps, les attentes et l'examen du système agricole par certains membres du public, en insistant auprès de certains gouvernements, n'ont jamais été aussi élevés.

Nous comprenons peut-être mieux que notre situation actuelle semble beaucoup plus intégrée, que la durabilité agricole, le climat/l'environnement, les maladies animales et l'action humaine se manifestant dans une politique commerciale et intérieure sur l'alimentation plus belliciste sont tous intrinsèquement liés. Si c'est exact, c'est une situation précaire.

En tant qu'industrie du secteur agroalimentaire canadien, nous avons beaucoup à offrir aux vastes régions du Canada et du monde entier. Notre situation exige une observation et une analyse continues, et des évaluations sont faites pour déterminer si les changements de situation sont réellement marginaux et gérables dans l'éventail des petites modifications apportées aux paramètres stratégiques existants, ou s'ils sont plus profonds, systémiques et nécessitent des changements plus fondamentaux. Nous avons déjà connu des sécheresses, nous avons déjà connu des différends commerciaux, nous avons évolué dans le commerce agroalimentaire protectionniste. Cependant, au cours des 25 dernières années, ces tensions ont surtout été de courte durée et ont été réparties au fil du temps. La situation est très différente si elles sont susceptibles d'augmenter en fréquence au fil du temps et/ou de se produire toutes en même temps. Nous devons permettre à ces observations et analyses, ainsi qu'à nos objectifs pour le secteur, de guider notre orientation en matière de politiques agroalimentaires.



On comprend de plus en plus que les conditions climatiques et environnementales changeantes et plus difficiles ont été influencées par l'activité humaine passée, y compris les pratiques agricoles. De même, les pratiques agricoles peuvent jouer un rôle réparateur et évolutif dans le climat et l'environnement, mais c'est extrêmement complexe



Accroître le soutien à l'amélioration de la productivité afin d'accélérer la transition du Canada vers un système alimentaire durable

Margaret Zafiriou, Associée de recherche de l'ICPA

L'une des principales conclusions du Forum des grandes solutions de l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), tenu en mai 2021 et fondé sur la recherche, la sensibilisation et les dialogues avec les leaders d'opinion du gouvernement et de l'industrie au cours de la dernière année, est l'importance de stimuler la croissance de la productivité pour la durabilité et la résilience du système agricole et alimentaire canadien dans l'avenir. Bien qu'il sera important d'accroître les investissements publics et privés dans la recherche, le développement et l'innovation, il faudra aussi accélérer le rythme d'adoption des nouvelles technologies et pratiques qui sont en voie d'élaboration. De nouvelles approches collaboratives multidisciplinaires et de nouveaux partenariats public-privé seront essentiels pour veiller à l'élaboration, à la diffusion et à l'adoption de ces innovations par les agriculteurs et les acteurs de l'industrie, ainsi qu'à leur acceptation rapide par le public.

Tel est le message qu'ont livré Tim Searchinger, du World Resources Institute, et Christopher Barrett, de l'Université Cornell, au cours de deux webinaires de l'ICPA dans le cadre du Forum des grandes solutions. Tim Searchinger a souligné l'importance de la croissance de la productivité pour stimuler les rendements agricoles et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2050. [1] Parmi les mesures qu'il recommande, mentionnons la réduction du gaspillage alimentaire, de la viande dans les régimes alimentaires, la réduction du taux de fécondité au seuil de remplacement des générations (en Afrique subsaharienne) ainsi que la protection et la préservation des écosystèmes naturels (c.-à-d. les tourbières, les prairies et les forêts). Cependant, au premier plan de toutes ces mesures se trouve la nécessité d'augmenter la production alimentaire sans accroître la superficie des terres agricoles, « en faisant plus et mieux avec moins », ce qui nécessite des taux de croissance de la productivité plus élevés, mais aussi une adoption plus rapide des nouvelles technologies. Il faut donc investir dans des projets alliant les efforts d'équipes de scientifiques et d'agriculteurs avec ceux de l'industrie et de la société pour accélérer l'adoption et l'obtention de résultats.

Christopher Barrett, de l'Université Cornell, a également fait valoir que pour accélérer la transition vers un système alimentaire plus durable, [traduction] « nous devons continuer d'accroître la productivité tout en changeant de cap pour tenir compte d'autres objectifs essentiels comme la réduction de la pauvreté, les régimes alimentaires sains, l'atténuation des changements climatiques [...] et la résilience. »

Cela nécessitera que nous explorions de nouvelles voies allant au-delà du simple développement des technologies pour [traduction] « construire des ensembles d'innovations sociotechniques de technologies, de politiques, de connaissances, d'institutions sociales et de normes culturelles qui se renforcent mutuellement, avec une large participation des parties prenantes pour créer en collaboration des ensembles appropriés à des moments et à des lieux précis. » [2]

Au premier plan de toutes ces mesures se trouve la nécessité d'augmenter la production alimentaire sans accroître la superficie des terres agricoles, « en faisant plus et mieux avec moins »

Accroître le soutien à l'amélioration de la productivité

Margaret Zafiriou, Associée de recherche de l'ICPA

Tous les deux conférenciers, Searchinger et Barrett (2021) plaident en faveur d'une réorientation des niveaux actuels de soutien à l'agriculture, de sorte à accroître la productivité. Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le soutien à l'agriculture a atteint 720 milliards de dollars américains par an à l'échelle mondiale en 2018-2020 dans 54 pays membres de l'ocde et dans les économies émergentes. Cependant, une grande partie des dépenses actuelles faussent les échanges, nuisent à l'environnement, accentuent l'inégalité des revenus et freinent les innovations nécessaires. Les ressources devraient plutôt être réaffectées à la recherche, à la formation professionnelle, à l'éducation et à la vulgarisation, à l'infrastructure physique et institutionnelle, à l'inspection et à la biosécurité et à une surveillance réglementaire efficace. Ces secteurs de dépenses permettront d'accroître plus efficacement la capacité du système alimentaire à relever le triple défi que constituent l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'alimentation, l'amélioration des moyens de subsistance des agriculteurs et la réduction des impacts environnementaux. [3]

Les dépenses de soutien totales à l'agriculture (estimation du soutien total, ou EST) du Canada ont augmenté en 2020, passant de 7,8 milliards de dollars en 2019 à 8,5 milliards de dollars en 2020. Les trois quarts de ces dépenses (6,5 milliards de dollars) ont été consacrés au soutien aux producteurs, ce qui représente 10 % des recettes agricoles brutes, selon l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) de 2020. Il s'agit d'une baisse importante par rapport à 1986, où le soutien direct aux producteurs représentait 23 % des recettes agricoles brutes. Par comparaison, ces proportions étaient de 19 % dans les pays de l'Union européenne, de 18 % dans les pays membres de l'OCDE et de 11 % aux États-Unis. En revanche, le soutien à l'amélioration de la productivité du Canada, selon les estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG), ne représentait que 3 % de la valeur de la production agricole en 2020, comparativement à 3,6 % en Australie, à 3,7 % aux États-Unis et à 3,8 % dans les pays membres de l'OCDE. Il est manifeste que le Canada pourrait en faire plus pour accroître cette catégorie de soutien à l'agriculture pour inciter une croissance de la productivité et pour assurer un système agroalimentaire plus durable et résilient dans l'avenir.

Par conséquent, la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire devrait prendre les mesures suivantes. Examiner les niveaux de soutien globaux à l'agriculture du Canada en vue de :

- Accorder la priorité aux dépenses visant à améliorer la productivité dans le secteur agricole, en particulier dans les secteurs de la recherche et du développement, de la formation professionnelle, de la vulgarisation, de la biosécurité et des infrastructures;
- Veiller à ce que le soutien direct en place soit conçu pour protéger les producteurs contre les catastrophes naturelles et les risques imprévus;
- Trouver de nouvelles façons d'encourager la collaboration entre les agriculteurs, le secteur public et les intervenants du secteur privé afin d'accélérer l'élaboration et l'adoption de nouvelles technologies et pratiques dans l'ensemble du système alimentaire;
- Investir dans les données et les renseignements sur les dépenses agricoles et les mettre à la disposition de l'industrie, du gouvernement et des décideurs internationaux pour orienter l'élaboration de politiques efficaces et les résultats.



[1] La présentation de Tim Searchinger est accessible ici : <https://bit.ly/3tLeZRL>.

[2] C.B. Barrett, et coll., « Bundling Innovations to Transform Agri-food Systems », Nature Sustainability, vol. 3 (décembre 2020).

[3] OCDE, *Politiques agricoles : suivi et évaluation* 2021.